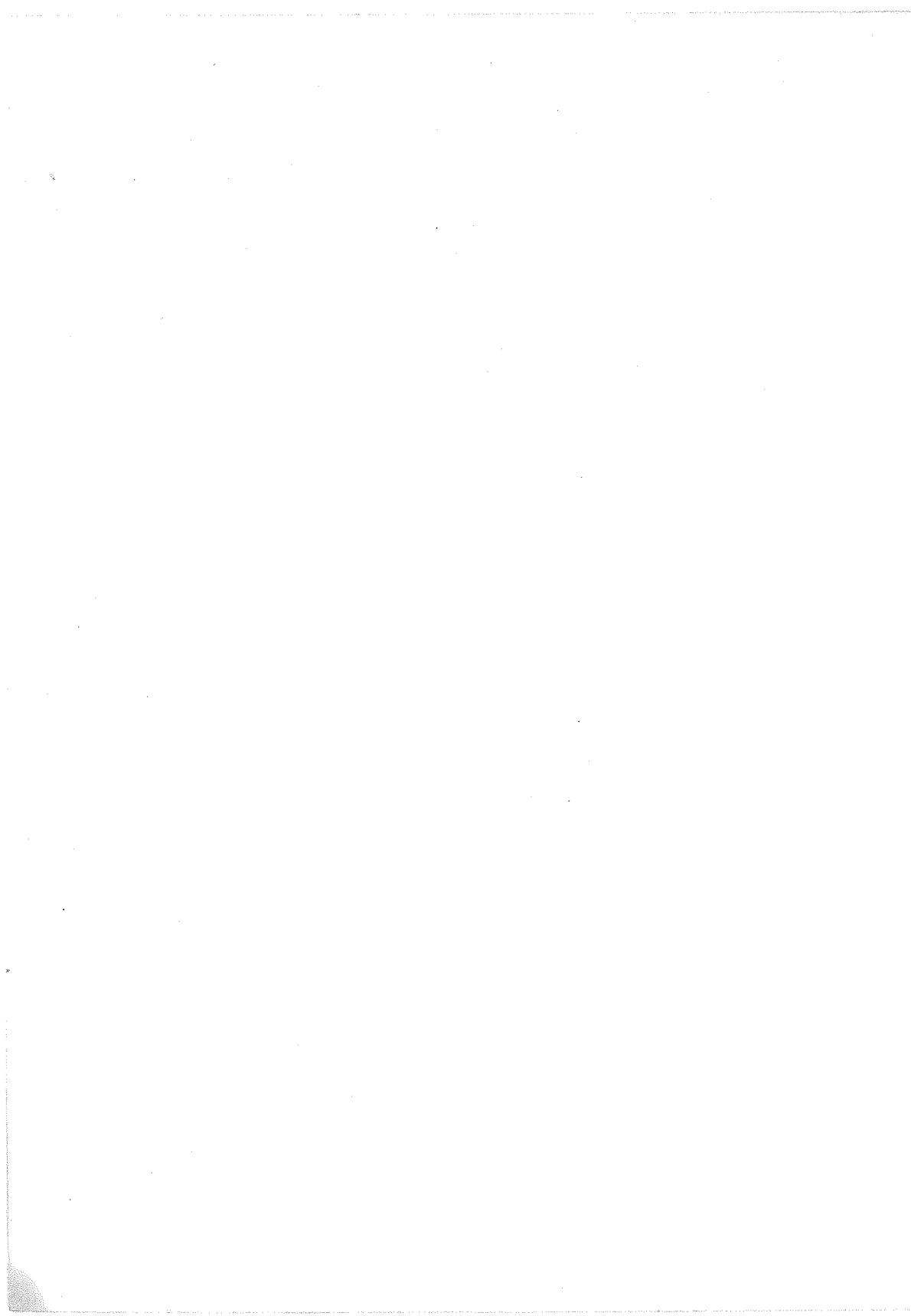


Annales de la Faculté des Lettres
et Sciences Humaines
Université de Nouakchott





PRESENTATION

Les Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Nouakchott débutent leur parution avec la ferme promesse de vous proposer, à la fin de chaque année universitaire, l'essentiel des conclusions de recherche accomplies par les chercheurs de notre institution afin de leur permettre d'être confrontés à l'épreuve de la critique scientifique, seul gage de la vérité.

Nos Annales, vos Annales, chers lecteurs, enseignants, étudiants et chercheurs, se fixent entre autres objectifs :

- d'encourager la recherche scientifique dans le domaine des lettres et des sciences humaines ;
- de diffuser, sinon de consolider, l'esprit d'objectivité ;
- de vulgariser et de développer diverses méthodologies ;
- de constituer un carrefour d'échange des connaissances, des méthodes et expériences scientifiques, au sein de notre université, d'une part, et entre notre université et d'autres institutions académiques de part le monde, d'autre part.

Dans ce premier numéro que nous vous proposons une grande part à été accordée à des thèmes traitant de la vie nationale sous diverses aspects. Cette orientation n'en occultera pas d'autres, soyez-en rassurés.

Sur les aspects socio-politiques et culturels :

- le mouvement de l'Imam Nacer-Eddine et sa place dans l'histoire de l'Islam en Afrique de l'Ouest. (par Gemal O/ El Hacen)
- le rôle du Bilad Chinguit dans la propagation de la culture arabo-musulmane en Afrique de l'Ouest. (par Deddoud Ould Abdellah)
- les tradition du mariage en milieu beïdane : essai d'interprétation (Yeslem Ould Hamdane)

Sur la littérature :

- l'évolution de l'image poétique dans la poésie mauritanienne contemporaine. (par Mohamed Ould Abdel Haye).

Vous trouverez également dans ce numéro des réflexions variées qui vont de l'éducation à la philosophie en passant par l'économie.

Sur les aspects éducatifs :

- éléments de proposition pour un enseignement supérieur maghrebin intégré. (par Mohamed Lemine Ould El Kettab).

Sur les problèmes économiques :

- l'agriculture d'exportation contre l'agriculture vivrière. (par Mohameden Ould Mey).

Sur la philosophie générale :

- la réminiscence chez Platon. (par Henri Canal).

Vous aurez constaté que ce numéro contient seulement la rubrique "ETUDES". Nous promettons à l'avenir d'y adjoindre d'autres rubriques dont :

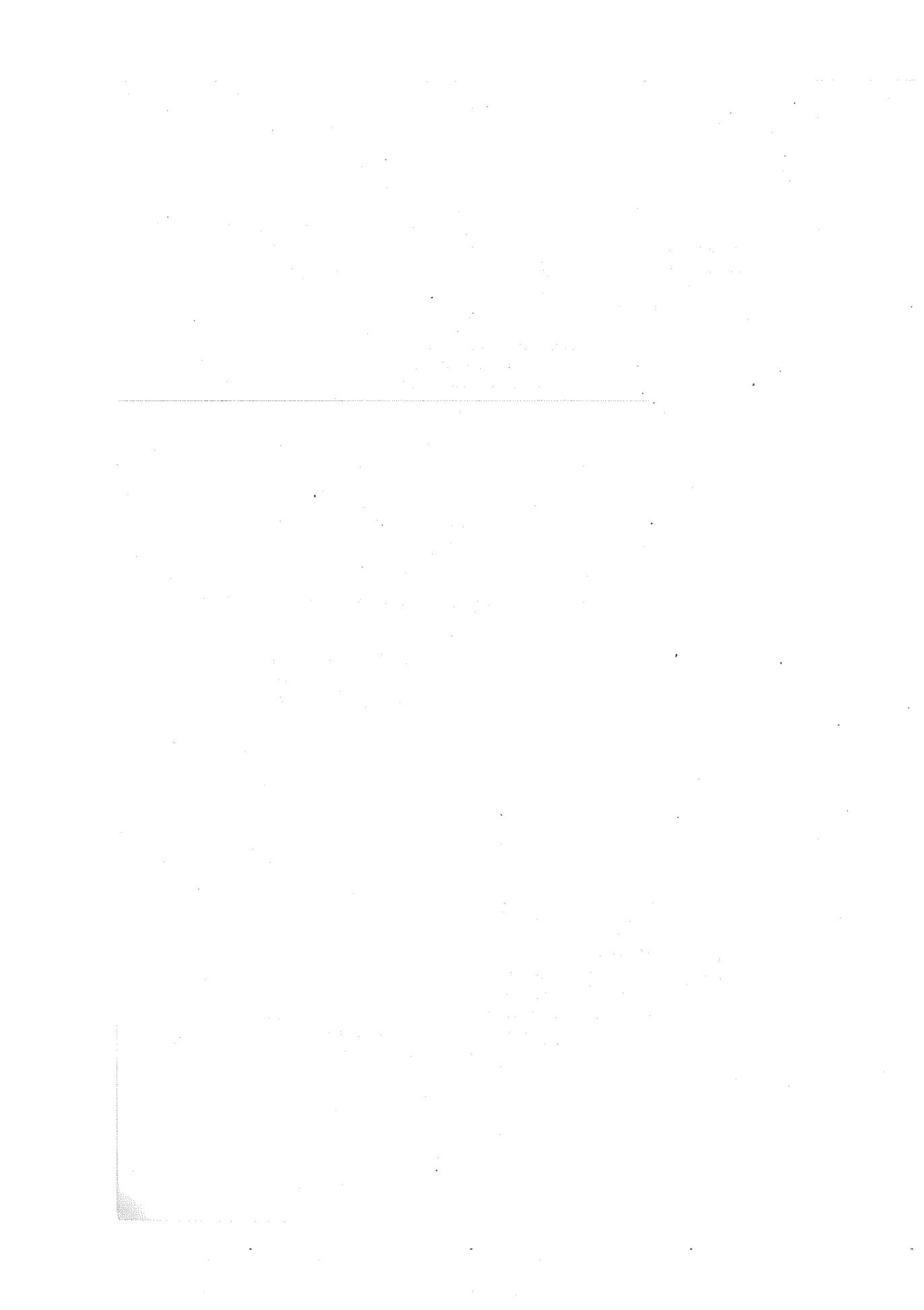
- la rubrique Présentation des nouvelles parutions
- la rubrique DOCUMENTS.

Enfin nous savons qu'au-delà de tout, cette oeuvre est loin d'être parfaite. Nous nous tenons disposés à recevoir vos critiques et suggestions.

A l'adresse de nos lecteurs francophones nous nous excusons quant à la place qui leur a été réservée dans ce numéro et leur promettons à l'avenir de corriger cette insuffisance.

Nous serions heureux de recevoir vos contributions qui, nous en sommes sûrs, nous permettront d'aller de l'avant.

LA REDACTION



LA REMINISCENCE CHEZ PLATON

Henri Canal
Département Philosophie

Introduction

Nous sommes des êtres "limités et finis" qui, en pensant, mettons en branle ou déclençons "quelques chose" d'indéchiffrable (d'incompréhensible peut-être parce qu'inconnaissable ?)...

Lorsque nous apprenons, que se passe t-il ?

Lorsque nous inventons, d'où cela vient ?

Pouvons-nous apprendre ce que nous ne savons pas déjà ? S'il en est ainsi, au fond, à quoi bon apprendre ?

Est-ce que la Pensée est réminiscence au niveau de son contenu et réminiscente dans son fonctionnement... ?

La réminiscence de Platon donne une réponse en renégociant, probablement, les réincarnations traditionnelles... Et cette réponse n'est-elle pas inclue dans le même mouvement global mythique ou philosophique, psychique ou cosmique de réincarnation réminiscente ? de réminiscence réincarnante... ?

1. DIFFERENCIATION

Mémoire... Réminiscence... Souvenir... Savoir...

Du fait même qu'il existe, chaque concept a, au moins, une fonction déterminée qui porte un sens renvoyant à une Source...

1.0. Philète 34 a b t 2 p. 584 1.0.

"En disant de la mémoire qu'elle sauvegarde la sensation on parlerait avec justesse... Mais entre mémoire et réminiscence, la différence ne consiste-t-elle pas en ceci ?... quand les états que l'âme a une fois éprouvés avec les concours du corps, ces états, elle les reprend du mieux qu'elle peut à elle toute seule au de dans d'elle-même, sans le concours du corps, c'est alors, je pense, qu'il y a, disons-nous, "remémoration". "

D'où la différence entre Mémoire physiologique et Remémoration intérieure à l'âme seule.

"Entre autre... quand après avoir perdu mémoire soit d'une perception soit d'un objet, à elle seule et au-dedans d'elle-même, à tourner et retourner cette mémoire qu'elle a perdue (34 c p. 584 bas T. 2), c'est bien tout cela en bloc qui constitue disons-nous, des remémorations et de la mémoire".

1.1.

Le souvenir (mémoire) n'est rien d'autre que la conservation, par l'intermédiaire de l'image, d'un événement sensible. Le souvenir est et reste au niveau du seul sensible. Il est imitation d'une imitation et localisation dans le temps chronologique...

La mémoire ne peut être que fonction du monde sensible.

1.2

La Réminiscence n'est pas du domaine du sensible. Elle est, même, évacuation du sensible. Elle s'assure de l'éternel la présence de l'intelligible. Elle est récupération d'une réalité dans l'instant et dans l'éternité de l'intelligible.

2. LA REMINISCENCE COMME METHODE DE DE-VOILEMENT

...Autre que la Maïeutique mais méthode de dé-voilement elle aussi...

2.0. La Maïeutique a un rôle cathartique.

C'est tout.

La Maïeutique a pour effet non de me donner un savoir, mais de m'apprendre ce que c'est un savoir et de m'apprendre que, finalement, il n'y a pas de savoir achevé.

L'exercice dialectique consiste à ce purifier continuellement de ses préjugés pour atteindre la sagesse qui est de savoir qu'on ne sait rien.

La Maïeutique, poussée à fond, a pour but de provoquer une prise de conscience de la nature de la vérité. Et, cette prise de conscience s'appelle LA REMINISCENCE.

2.1. La Réminiscence est Méthode de dé-voilement du réel, c'est-à-dire du Déjà-là.

La Dialectique suppose ce qu'elle veut atteindre en ce sens que le caractère absolu du PRINCIPE vient de ce qu'il est toujours déjà-là. Donc, aux modalités du déjà-là, correspondent des modalités différentes du dé-voilement ; deux moyens d'y accéder.

Le vrai problème de la connaissance chez Platon n'est pas de dire, mais de dé-voiler ou de faire que se dé-voile... ou de mener l'effort du dé-voilement du réel déjà-là en-deçà et au-delà du langage, c'est-à-dire du réel déjà-là en tant que FONDEMENT de l'apparaître. Mais, on s'interdit, alors, à tout jamais, de pouvoir faire coïncider un jour ce qui dévoile et ce qui est dévoilé...

D'où le caractère fondamentalement, inévitablement, inachevé de toute réflexion philosophique. L'ultime sera toujours, par essence, INEFFABLE et je ne peux pourtant pas m'empêcher de la chercher... Justement !...

Mais, est-ce du fait de ma position que je ne sais pas... ou bien est-ce parce qu'il n'y a rien à savoir... ? Rien à savoir pour moi, être humain limité et fini... ou fondamentalement ? Est-ce que je suis constitué par ma possibilité ou mon pouvoir d'absence de savoir... ? Est-ce que ma méthode, humaine, apparemment tronquée et, de toutes façons, imparfaite, ne va pas plus loin que prévu (les principes, le préalable, ce que je cherche) dans le sens, peut-être, du Néant ? Est-ce que ce Savoir qui ne peut être qu'absent pour nous ou qui est fondamentalement absence - était sous-jacent au principe continu en lui ?

La façon dont la dialectique dé-voile le Principe, qui est déjà-là, dépend de la façon dont ce Principe est là. Il y a donc ces deux moyens d'accès, la Maïeutique et la

Réminiscence, la Réminiscence étant cette prise de conscience de ne rien pouvoir, prise de conscience engendrée par la Maïeutique.

Est-ce ne rien savoir de par soi-même puisque la mémoire est physiologique et puisque la source de l'âme est éternelle ? Est-ce rien pouvoir savoir quoi qu'il arrive ?

Est-ce que l'être humain qui pense doit être toujours renvoyé à son impuissance de connaître ? Est-ce s'apercevoir que la connaissance ne peut pas être connue ? que connaître est une impossibilité fondamentale ? que là se trouve la Racine véritable, ultime, de toute tentative-obligatoirement manquée, de CONNAITRE ?

C'est que je ne me trouvais peut-être pas déjà-là... ! S'il en est ainsi, je ne peux pas, maintenant, me remémorer ce qui n'a pas eu lieu pour moi... Mais, si j'étais déjà-là avec le déjà-la, si je faisais partie de ce déjà-là...

Je peux, effectivement, me remémorer maintenant. Mon réel, en même temps que le réel, est ce déjà-là et ce déjà-là est le réel en même temps que mon réel. D'une manière réminiscente, je coïncide avec ce Fondement radical.

2.2 LA REMINISCENCE SERT DE PREUVE A L'IMMORTALITE DE L'AME...

qui n'est pas soumise au devenir...

Phédon 72 c 73 a T 1 p. 787.

"...et ceici, au connaître, existe réellement : revivre ; pour les vivants, provenir de ceux qui sont morts ; existence des âmes des morts, (c) une condition meilleure pour les âmes bonnes, pire pour les mauvaises..."

... L'instruction n'étant pour nous rien d'autre précisément que remémoration, il est forcément, je pense, que nous ayons appris dans un temps antérieur des choses dont maintenant nous nous ressouvenons. Or, c'est ce qui est impossible, à moins que notre âme ne soit quelque part, avant de naître dans l'humaine forme que voici. (73 a) Par conséquent, de cette façon encore, l'âme a bien l'air d'être (p. 788) chose immortelle..."

On peut considérer que l'argument le plus fort la mortalité est l'incarnation de l'âme dans le devenir.

Réciiproquement, l'argument le plus vigoureux en faveur de l'immortalité va être le fait que l'âme échappe au devenir.

Or, dans la mesure où l'âme, par la réminiscence, n'est plus soumise au devenir parce qu'elle possède cette qualité de se maintenir dans la contemplation - elle est donc IMMORTELLE.

Même l'acquisition d'une connaissance n'est pas, alors, un changement dans l'âme. Nous pouvons nous demander si nous parlons de faits - par exemple réels - ou si nous n'émettons que des pensées plus ou moins probables ayant, cependant, plus de fondement que les simples opinions... ?

Comment arriver à savoir exactement si ma pensée se dé-voile seule ou si elle me fait accéder à quelque chose d'autre ?...

Par ce biais, mon non savoir n'est-il que moi ou autre ou totalité ?...

Je me questionne, c'est un fait réel - et qui me prend tout entier - mais dans quelle direction ? L'absence de sens n'est-elle pas, au fond, le sens ultime de toutes ces directions possibles ? L'absence par la présence ici de mon JE ne sais pas... ?

Comme tout bon texte philosophique, l'oeuvre de Platon suscite plus de questions insolubles qu'elle ne donne de réponses...

Pour lui, acquérir une connaissance ne change pas l'âme. Cela ne lui apporte, même, rien de plus. L'acquisition d'une connaissance est le DE-VOILEMENT de sa propre existence, de sa nature même.

Par sa réminiscence, par son dé-voilement, elle se restitue à elle-même.

2.3. LA REMINISCENCE REPOSE SUR LE MYTHE DE PHEDRE QUI PERMET DE DEFINIR LA DIALECTIQUE

Même si nous n'arrivons à rien définir de vrai, même si nous n'accédons pas vraiment à la certitude de l'absence du savoir, nous pouvons nous apercevoir de notre fondement dialectique, que cela existe, fonctionne, produit quelque chose, Est.

Phèdre 249 b T pp. 38 et 39.

"Il faut, en effet, chez l'homme que l'acte d'intellection ait lieu selon ce qui s'appelle idéé en allant d'une pluralité de sensations à une unité où les rassemble la réflexion. Or c'est là une remémoration de ces réalités supérieures que notre être a vues jadis".

Jadis ?... Avant cette existence ? Dans l'Etre des existences ou avant ma pensée manifeste ? Avant ceci et cela ou AVANT TOUT ? Primordialement ?

Est-ce l'Originaire qui fait signe à travers ce cheminement et ces dé-couvertes reprises ?...

Sans pouvoir répondre, nous voyons qu'il y a identité entre réminiscence et dialectique. Et ceci, en ce sens que la réminiscence est la modalité de la conscience qui pratique de la dialectique. La conscience pratiquant la dialectique est effectivement réminiscente et ne peut pas ne pas être cela. La Réminiscence est obligatoire parce qu'elle EST FONDEE.

Parmi tout ce qui est possible, elle est, d'ailleurs, la seule à être fondée aussi radicalement. Et, l'étant avec autant de force, elle est rigoureusement Fondatrice. C'est pourquoi il est souvent parlé de réalité, du déjà-là... d'une démarche ou d'un raisonnement qui avance EN Réalité... C'est la valeur de l'ultimité du fondement qui se montre là.

3. CARACTERISTIQUES DE LA REMINISCENCE

3.1. La Réminiscence suppose une vision de la Totalité.

Ménon 81 c T 1 p. 529.

"En tant que l'âme a vu toutes choses, aussi bien celle d'ici-bas que celles de chez Hadès, il n'est pas possible qu'il y ait quelque réalité qu'elle n'ait point apprise".

"Il n'est pas possible..." Ce n'est pas possible... Ni dans ma conception ni réellement... Absolument pas... Ce non possible n'est pas dû au fait que l'âme a eu plusieurs naissances. Elle aurait eu, uniquement, l'occasion de tout contempler.

Ce NON possible est dû au fait du statut même de l'âme qui ne peut pas ne pas avoir tout vu, tout connu. Elle ne peut pas ne pas continuer à tout voir et à tout savoir. Ce n'est pas une "occasion" MAIS UNE NECESSITE LOGIQUE.

3.2. LA REMINISCENCE EST FONDEMENT DE LA DIALECTIQUE

En effet, la dialectique doit être assurée, au préalable, de son point d'aboutissement. Sans cela, elle n'aboutit pas.
Ménon 81 d T 1 p. 529.

"De fait, en tant que la nature, tout entière, est d'une même famille, en tant que tout sans exception a été appris par l'âme, rien n'empêche que nous ressouvenant d'une seule chose, ce que précisément nous appelons apprendre, nous retrouvions aussi tout le reste". C'est la totalité et la possession de la totalité qui rendent possible le processus intelligible qu'est la réminiscence. Si elle est féconde, à la différence des mathématiques, c'est que tout point de départ, quel qu'il soit, implique la totalité absolue A DE-VOILER DANS SA PRESENCE. L'hypothèse dialectique se distingue de toute autre hypothèse en ce quelle implique le principe qu'elle prétend atteindre.

D'où la foi de Socrate à l'égard du résultat de la dialectique :

Ménon 81 e pp. 529, 530 T 1.

"L'argument que je t'expose fait de nous des travailleurs et des chercheurs. Si je consens à chercher avec toi ce qui fonde la vertu c'est que j'ai confiance dans la vérité de cet argument".

C'est une confiance qui ne s'appuie pas sur l'expérience mais sur la foi.

Ménon 86 d. "Si toujours la vérité de l'être existe dans notre âme... ne te faut-il pas, avec confiance, entreprendre de la chercher et de te re-souvenir ?".

Ici, le présupposé n'est pas masqué.

"Le re-souvenir est un afflux de la pensée demeurée en arrière !".

Livre V 732 b p. 784 T 2.

... en attente, non manifeste.

Mais, il existe un mouvement semblable - et comme symétrique - à l'autre extrémité de cette sorte de balayage du champ perceptif qui constitue l'acte de penser...

Le Banquet 207 et sq. T. 1 p. 742...

"... La nature mortelle cherche, dans la mesure où elle le peut, à se donner perpétuité, immortalité... par la génération... un autre être... le même... Et ce n'est pas seulement dans son corps, mais ce sont aussi, selon (p.743) l'âme, ses manières d'être, son caractère, ses opinions, ses désirs, ses joies et peines, ses craintes, c'est chacun de ces éléments qui, pour chacun de nous, ne se présente jamais identique à ce qu'il était : il y en a, au contraire, qui viennent à l'existence ; il y en a d'autres qui se perdent. Or, ce qu'il y a de plus déconcertant encore que tout cela (208 a) c'est que, même en ce qui concerne les connaissances non seulement il y en ait qui viennent pour nous à l'existence, et d'autres qui se perdent, et que nous ne soyons jamais non plus les mêmes dans l'ordre de nos connaissances, mais c'est aussi que chacune des connaissances subit elle-même un sort

identique ! Ce qu'on appelle en effet étudier implique une évasion de la connaissance ; car l'oubli, c'est une connaissance qui s'évade, tandis qu'inversement l'étude, remplaçant la connaissance qui s'évade par un souvenir tout neuf, sauvegarde si bien la connaissance qu'on la juge être la même ! C'est de cette façon, sache-le, qu'est sauvegardé tout ce qui est mortel ; non point, comme ce qui est divin, par l'identité absolue d'une existence éternelle, (b) mais par le fait que ce qui s'en va, miné par son ancienneté, laisse après lui autre chose, du nouveau qui est pareil à ce qui était. C'est par ce moyen, dit-elle, que ce qui est mortel, Socrate, participe à l'immortalité, dans son corps et en tout le reste. Quant à ce qui est immortel, c'est par un autre moyen. Donc, ne t'émerveille pas que ce qui est une repousse de lui-même, chaque être ait pour lui tant de sollicitude naturelle..."

Il y a des disparitions de mes connaissances avant et après le fait de les penser. C'est comme le flux et le reflux d'un océan abondant... Et c'est le même, en différence, qui "repousse", de l'identique "neuf", c'est-à-dire réapparu donc de l'ancien, du resté en arrière, du non manifeste au niveau de la pensée en train de penser.

Philète 34 ab T 2 p. 584 haut.

Oubli , Disparition ? Réapparition ? Venue dans le mouvement de la pensée ? Repousse...? Platon va être plus précis encore.

SOCRATE : Au lieu de dire : "quand cela échappe à l'âme", quelle "reste insensible" aux secousses dont le corps est le siège, ce à quoi présentement tu donnes le nom "d'oubli", (a) cela, appelle-le : "inconscience" ... D'un autre côté, en appelant cette fois sensation "conscience" ce qui, se produisant en commun dans un unique état, est aussi en commun un ébranlement de l'âme et du corps, tu ne t'exprimerais pas d'une manière déplacée... Ce que signifie pour nous le mot "sensation"..."

Tantôt consciente, tantôt inconsciente, ma pensée-toujours identique à elle-même, continue son travail. Il n'y a pas de cassure. Il existe différentes facettes divers moments d'une action unique de l'être tout entier orienté vers l'immortalité et dirigé par elle. C'est le même "afflux" qui part et qui revient sans disparaître. C'est moi et moi-même dans la démarche du dé-voilement. C'est l'attitude du travailleur fatigué qui reprend son souffle en s'arrêtant un peu et qui repart...

L'erreur ou l'ignorance ne font que mesurer le délai qu'il y a entre l'être et ma conscience. Ce délai, c'est le **DEVENIR**. Par la suppression de ce délai, on élimine la mouvance du devenir. Le même est revenu à travers les alternances... Friedrich NIETZSCHE (1844. 1900) reprendra ce même thème sous une autre forme.

4. LA REMINISCENCE COMME NOUVELLE FAÇON DE MANIFESTER LES... REINCARNATIONS TRADITIONNELLES.

Quant à l'enracinement mythico-historique de tout ce chemin réminiscent du dévoilement, où se trouve-t-il ? Il n'est pas arrivé spontanément dans la tête de Platon. En le pensant, la tradition le faisait déjà penser, à sa façon personnelle et selon ce qui était encore poussé jusqu'à lui.

4.1. La tradition orphico-pythagoricienne de la transmigration des âmes.

Phèdre 235 b d T 2 pp. 19, 20.

"... car dans l'antiquité il y a eu de savantes gens, hommes aussi bien que femmes qui ont parlé ou écrit... La belle Sapho peut-être, ou le sage Anacréon, peut-être aussi certains prosateurs ?..."

Théétète, 152 e, T 2, p. 99.

p. 98. La doctrine de la mobilité universelle... "mais c'est de la translation, du mouvement, du mélange réciproque, que résulte ce dont nous disons qu'il "est" : ce qui est une désignation incorrecte, (e) car rien n' "est" jamais, mais "devient" toujours.

Laissons là-dessus (p.99) s'accorder, à l'exception de PARMENIDE, tous les doctes à la queue leu leu : PROTAGORAS aussi bien qu'HERACLITE et EMPEDOCLE, et, dans chacun des deux genres de poésie, les poètes les plus éminents, EPICURE dans la comédie dans la tragédie HOMERE, lui qui dit : Océan, origine des Dieux et Téthys, leur mère..., faisant ainsi de toutes choses une progéniture de l'écoulement et du mouvement...

...Car voici encore d'assez significatives raisons à l'appui de la théorie d'après laquelle l'apparence de l'être, c'est-à-dire le devenir, est un produit du mouvement, et la négation de l'être, c'est-à-dire le périr, un produit de l'arrêt de mouvement : c'est que la chaleur et le feu, qui, à coup sûr même, ont, par rapport au reste des choses, un rôle génératrice et régulatrice, sont eux-mêmes engendrés à partir de la translation et du frottement ; or, ce sont l'un et l'autre des mouvements... de même, pour les espèces vivantes les causes de leur croissance...

Théétète 156 a T 2 pp. 103, 104.

"Qut à leur principe, celui auquel sont aussi suspendues toutes les thèses que nous exposions tout à l'heure, c'est qut tout est en réalité mouvement et (p.104) que, hors cela, il n'est rien d'autre ; mais qu'il y a deux espèces de mouvement, comportant l'une comme l'autre une multiplicité infinie ; dont l'une a pour fonction d'agir, et l'autre de pâtir ; d'autre part, de leur réunion et frottement mutuels, naissent dezs rejetons en nombre infini, (b) mais jumelés, dont l'un est un sensible et l'autre, une sensation, celle-ci survenant toujours et toujours en gendarde en concomitance avec le sensible..."

Philète 16 c T 2 p. 557.

"En outre, les anciens, qui nous étaient supérieurs et dont l'existence était plus proche des Dieux, (Phèdre p.74 bote 4 : Ceci n'est pas pure ironie : les anciens étaient plus près des Dieux que nous, donc mieux instruits de la vérité (Philète, 16 c). L'intérêt des légendes et des traditions est donc qu'elles sont des SYMBOLES d'une sagesse perdue : affaire à nous de la retrouver en réfléchissant sur ces symboles.

Voir au début de notre dialogue Phèdre 229 b sq, la fable de Typhon, 230 a et, d'une façon générale, le thème du Cratyle. Cf. aussi Phédon, 60 bc, 61 a ajoutons que la tradition en question est probablement une invention de Platon, créant ainsi, comme dans le mythe des Cigales, le symbole dont il a besoin (cf. 275 b) plus proches des Dieux, nous ont, comme une révélation, transmis cette vérité que ce dont, chaque fois, on dit qu'il existe, se compose d'un et de plusieurs et, d'autre part, possède en soi, lié à sa nature propre, limite et illimitation..."

"4.2. L'ORPHISME - VIème. Siècle.
E. ROYSTON PIKE traduit par SERGE HUTIN

Article du Dictionnaire des Religions, P.U.F. 1954, pp. 236, 237.

"Culte à mystères de la Grèce antique qui apparaît au premier plan à partir du VI. siècle av. J.C. environ. Son fondateur légendaire était ORPHEE, que la légende disait fils d'un roi de Thrace (ou parfois d'Apollon) et d'une des Muses. Il savait si bien jouer de la LYRE que les animaux sauvages, et même les arbres et les rivières, ne se lassaient pas d'écouter sa musique. Il fut l'un des Argonautes ; mais il est surtout célèbre par sa descente dans l'Hadès pour recouvrer son épouse tendrement aimée, EURYDICE, qui avait succombé à la morsure d'un serpent : il amolit si bien par son art le cœur des divinités infernales qu'elles lui permirent de ramener avec lui Eurydice à condition qu'elle marchât derrière lui et qu'il ne regardât par en arrière ; mais, pour être sûr qu'elle le suivait sans anicroches, Orphée jeta un coup d'œil en arrière, et Eurydice redevint instantanément une OMBRE.

Orphée revint donc seul dans le monde d'en-haut, rempli de dégoût pour l'existence. A cause de sa volonté de ne plus avoir de rapports avec les femmes ou parce qu'il avait interrompu leurs réjouissances bacchiques, Orphée fut mis en pièces par les Ménades de Thrace Ménades, (autre nom des Bachantes Prêtresses de Dionysos).

Dans les légendes tardives, Orphée est représenté comme un grand voyageur en quête de la connaissance, comme un sage et un sorcier, comme un astrologue et un missionnaire civilisateur. Mais, pour les Grecs dévots, son importance et son rôle suprême résidaient dans son VOYAGE à travers l'au-delà et dans son RETOUR sain et sauf des enfers.

La légende d'Orphée se mêla avec celle du dieu thrace connu sous le nom de Dionysos Zagreus, le fils de Zeus et de Perséphone, mis en pièces et dévoré par les Titans ; le cœur du jeune dieu avait été sauvé par Athéna, et apporté à Zeus qui, dans sa colère, avait foudroyé les Titans : de leurs cendres était surgie la race des hommes, qui possèdent ainsi un élément divin, dérivé de Zeus dans leur nature. Les Orphistes illus traient de cette légende leur doctrine du caractère mi-humain et mi-divin de l'homme. Le but de l'initié, de celui qui aspirait au salut devait être de se débarrasser de l'élément terrestre de sa nature et de cultiver l'élément spirituel jusqu'à ce que le " cercle de la naissance ou du devenir ", jusqu'à ce que la "roue de la vie" ait cessé de tourner et que l'homme soit uni au Divin. Pour atteindre cette fin si ardemment désirée, les Orphistes menaient une existence d'ascétisme ; ils s'abstenaient de nourriture carnée, n'utilisaient le vin que comme sacrement, gardaient le corps à l'abri de toute pollution et ne s'habillaient que de vêtements blancs.

Ils célébraient des représentations rituelles de la mort du dieu et de sa renaissance.

Les Orphistes fondaient des communautés ouvertes au hommes comme aux femmes, du moment qu'ils avaient été validement initiés. Certains historiens ont vu dans ces fraternités des sortes de communautés monastiques, unissant des fidèles en une foi mystique, promettant à ses adeptes une vie dans le monde d'outre-tombe. La plus grande partie de la littérature orphique (qui semble avoir été considérable) a été perdue. Parmi les fragments qui survivent figurent de petites tablettes sur lesquelles sont inscrites des directives - sans doute fondées sur le voyage d'Orphée dans l'Hadès, destinées à guider l'âme dans son voyage, à travers les enfers, jusqu'au Paradis ; ces tablettes qui étaient placées à

côté du corps, fournissent d'intéressants parallèles avec le "Livre des Morts" des anciens Egyptiens. Les communautés orphiques semblent avoir pris naissance en l'Attique ; mais elles se sont répandues avec une remarquable rapidité à travers la Grèce, l'Italie du Sud et la Sicile. Certaines existaient encore à l'ère chrétienne ; elles peuvent avoir exercé quelque influence sur le développement de la théologie et du monachisme chrétiens".

4.3. PYTHAGORE ET LES PYTHAGORICIENS.

p. 260.

"Ordre initiatique qui fut florissant dans le monde grec antique. Son fondateur était Pythagore, qui naquit vers 582 av. J.C. dans l'île de Samos. Selon la tradition, Pythagore voyagea des années durant à travers le monde à la recherche de la connaissance ; il aurait visité les académies philosophiques d'Ionie, les collèges sacerdotaux d'Egypte, les Mages de la Perse, les ascètes de l'Inde, (auxquels il a, peut-être, emprunté la doctrine de la transmigration des âmes, qui devait figurer au premier plan de sa doctrine), les Juifs et même les Druides d'Europe occidentale. On est plus certain de la tradition qui veut qu'il se soit établi finalement à Crotone (cité grecque de l'Italie du Sud), où il fonda une société initiatique de disciples, hommes et femmes. Il mourut à Métaponte [en Italie méridionale].

Bertrand Russell a défini Pythagore : "un mélange d'Einstein et de Mrs. Eddy".

Le sage aurait dit que "toutes choses sont des nombres" : son école considérait les nombres avec un ravissement mystique comme représentant l'essence même de l'être ; une théorie mathématique était l'occasion d'une contemplation passionnée... ("théorie" signifiait, d'ailleurs, à l'origine, chez les ORPHITES, ce ravissement mystique devant les mystères divins). L'ordre pythagoricien était destiné à conserver et à étendre l'enseignement du maître, dans un monde où, par sur croît, les livres étaient rares et chers. Les Pythagoriciens formaient une sorte de Franc-maçonnerie, dont les disciples vivaient en commun et obéissaient à une règle. Beaucoup de ces prescriptions étaient de simples tabous (par exemple, ne pas manger de fèves, ne pas ramasser ce qui est tombé, ne pas remuer le foyer avec un tisonnier de fer, enlever le matin en se levant la marque imprimée sur le lit par le corps) ; d'autres avaient un but nettement religieux (en particulier, le régime strictement végétarien, lié étroitement à la doctrine de la transmigration des âmes).

L'âme était conçue comme immortelle, et comme renaisant sans cesse dans de nouveaux corps : Pythagore prêchait aux animaux, parce qu'il les considérait comme les semblables de l'homme. Le mode de vie le plus élevé devait être celui de l'homme qui aspire à la connaissance désintéressée".

CASH CROPS VERSUS FOOD CROPS IN AFRICA : * A Conflict between Dependency and Autonomy

Mohameden Ould-Mey
Département de Géographie

Introduction

The conflict between the need to grow cash crops for export and the need to grow food crops for self-reliance has deeply marked colonial as well as post-colonial agricultural patterns and policies in Africa. With the African economic crisis, especially the increasing food dependency and the decline of agricultural production per capita, this conflict became sharp and took the form of a debate in the developmental literature of Africa. Now this debate has a great influence upon planners and policy-makers who became more aware of and more concerned with African agricultural problems than they used to be.

In fact, emphasis was on industrialization during the 1960s; but with the drought of the early 1970s in the Sahel region the African governments suddenly realized both the precariousness of the agricultural sector and its vitality for political stability and economic development. The same concern with agriculture was shared by agribusiness transnationals, international agencies and donor governments which do all have, in some cases, as much interest in African agriculture as the African governments themselves. This growing importance of agriculture in African politics reflects a new phase in a long conflict over agricultural policies in Africa and a serious controversy over the export-led growth model of development.

The purpose of this paper is to explore this conflict between food crops and cash crops. First, we examine what is at stake in this conflict, i.e., how important is agriculture in African economies and societies. This is measured by the percentage of population depending on agriculture and the contribution of agriculture to foreign exchange earnings. It is measured also by matching the trends of agricultural development with those of the economic growth in general.

Second, we look at how the conflict has developed over time. Prior to the colonial era food production was the *raison d'être* of agricultural activities. Colonialism imposed the cultivation of crops for export. The post-colonial governments inherited foreign-oriented economic structures and continued to manage them. In this process, land and labor were gradually withdrawn from the subsistence economy to the cash crop economy. The transfer took place thanks to systematic policies which favored the cash crop economy over the food crop economy in terms of allocation of resources such as credit, infrastructure, marketing boards and research.

Third, an analysis of the complex social and political forces underlying this conflict throws light on other aspects of the antagonism which shaped the agricultural patterns. The transfer of land and labor from the subsistence sector to the export sector was accompanied by a growing differentiation in terms of the distribution of power and wealth. This process

of accumulation led to the enrichment of a minority and the impoverishment and marginalization of the majority of the population.

Finally, we examine the conflict as one between two approaches to development, i.e., between dependency and autonomy, between the diffusionist approach to development and the autocentric one. Overall, it is a conflict over resources allocation. We conclude that only a rejection of the capitalist model of resources allocation (and therefore the export-led growth model) will restore Africa's independence which is a *sine qua non* condition to any socio-economic development.

Importance of Agriculture to African Economies and Societies

Although Africa does not have an ideal agricultural environment, agriculture is the backbone of African economies and societies. The majority of the population depends on agriculture for a living. Output and export are still largely agricultural in sub-Saharan Africa (World Bank, 1986 : 18). Much of the foreign exchange in tropical Africa is earned by the sale of agricultural products abroad (Barker, 1984 : 14). Stagnation, decline and sporadic growth of African economies have been closely tied to those of agriculture (Bates, 1983 : 1). Africa's major problems such as famine and desertification are agricultural problems in their essence, and most solutions to these problems, projects and plans of development have, in a way or another, special focus on agriculture.

In fact, despite a decade of attempts to industrialization and a massive rural-urban exodus, and despite the decline of agricultural output per capita and the growing dependency on imports, 60 percent of the African population still depend for their livelihood on agriculture and 62.9 percent of the economically active population are still in agriculture in 1984 (FAO, 1985 : 63). This is a high proportion compared to the world average where only 43.7 percent of the population depend for their livelihood on agriculture, and 43 percent are economically active population in agriculture. In Africa south of the Sahara the proportion is even higher where 67.5 percent of the population depend on agriculture; and in 20 countries the proportion is 80 percent or above (Dinham, 1984 : 12). This is an indicator of poor industrialization, but it is also an indicator of the importance of the agricultural sector in the economy as a whole.

Compared to other economic sectors, agriculture contributes largely to GDP where in 1977 it contributed between 30 and 65 percent in most sub-Saharan countries (Dinham, 1984 : 12). This is a particularly high contribution compared, for instance, to the manufacturing sector which contributed only 8 percent to GNP in 1983 while agriculture contributed 29 percent (World Bank, 1986 : 69). It is significant if one takes into consideration the continuing rapid growth of the urban population at the expense of agricultural rural areas.

But even the urban population itself depends on agriculture for most of its foreign exchange earnings. The hard currency--used to import industrial machinery, technicians, petroleum products as well as luxury goods and food--is earned by the sale of agricultural products abroad. More than half of sub-Saharan African countries earn over 50 percent of their foreign exchange from agricultural exports and 15 countries earn 80 percent or more (Dinham, 1984 : 12).

Another way to measure the importance of agriculture is to match its performance with that of economic development as a whole. According to the World Bank (1981 : 45) "agriculture is the heart of African economies". Therefore, its performance affects directly the rest of the economy. The widely quoted "economic growth of the 1960s" was accompanied by an expansion of agricultural production and export. In the same way the African economic decline or stagnation of the 1970s is accompanied by a decline in the growth rate of agricultural production and particularly a stagnation of the agricultural export. This is why Africa's problems and their advocated solutions are largely agricultural.

Famine and desertification constitute now a serious threat to people and environment in many parts of Africa, especially in the Sahel region including the Sudan and Ethiopia. These problems are agricultural problems in their essence. Famine kills or displaces farmers, and desertification makes land merely impossible to cultivate, and in both cases agricultural production is affected. Because of this, most advocated solutions to African problems focus on agriculture. The Organization of African Unity's Lagos Plan of Action (1980) proposes (as remedy to African economic problems), building a self-reliant local and regional economy, especially as far as agriculture is concerned. The World Bank in its famous 1981 report (accelerated development in sub-Saharan Africa : an agenda for action) advocates more integration of Africa into the world market by encouraging more cash crops export. The Bank disagrees with OAU on both the causes and the cures of the African economic crisis.

In its interpretation of the causes of the crisis, the OAU's report emphasizes factors such as historical legacies, deterioration of the terms of trade and Africa's dependence on foreign markets (Paul, 1984 : 1). The report does not blame the African governments. The Bank, on the contrary blames the African governments and their interference with "free market laws". The Bank urges for more "pure" capitalism by advocating the liberalization of the internal as well as external market and the reduction of the state to "a policeman" in this context.

This difference of view between the Bank and the OAU is a part of the conflict over agricultural policies in Africa. A conflict between the constant need for African peasants to grow food for their own subsistence and the no less urgent need for African governments and agribusiness transnationals to grow cash crops for exports. Thus, at stake is African agriculture, i.e., land and labor. It is important to notice that even though the "food self-sufficiency model" is increasingly powerful in its argumentation, nevertheless the export-led growth model is still powerful in the real world. The cash crops are still leading African agriculture in terms of land and priorities of development. Cash crops in Africa constitute an important proportion of the world production. In 1979 Africa produced 23 percent of the world's production of coffee, 29 percent of oil (palm), 43% of kernels, 61% of cocoa and 29% of groundnuts (Dinham, 1984: 188, 190, 131). To understand this puzzeling situation (especially when we consider shortages of food supply it is necessary to examine when, why and, how these developments took place. As Lappe (1977 : 182) put it "there is nothing natural about Africa's concentration on a few, largley non-nutritious crops. There is no advantage either".

Africa becomes a Cash Crops Plantation

Most of present-day agricultural patterns in Africa have their origins in the colonial era. These patterns (especially cash crops plantations) were established to meet the needs of Europe. The post-colonial governments of the 1960s inherited those agricultural patterns and structures and continued their management. During the 1970s and 1980s the inadequacies of those patterns began to be revealed in the light of successive droughts and famines. Now the "food self-sufficiency model" is widely accepted, but in practice it did not yet find a concrete materialization (in Africa) as a model to be followed. In other words, the model needs not only theoretical acceptance (it gained already) but also a political will and force to implement it. The African agricultural crisis nowadays is the product of a long process of conflict and competition over Africa's land and labor.

From the outset we should point out that premercantilist Africa was self-sufficient in food production and was neither inferior nor weaker than the rest of the Ancient World (Amin, 1973 : 33). Food production was the primary goal of agriculture. Food security was ensured by putting up to three harvests in reserve. Even Mali (now on the brink of famine) was once known as the breadbasket of Africa (Lappe, 1977 : 100). And as near as World War II, the Sudan (now hit by famine) used to supply Middle Eastern countries with food (Manei, 1978 : 53).

In fact, it is from the 16th century onwards that the internal stability, self-reliance and the standing of the Continent in the world were increasingly undermined by the activities of the European slave trade. Officially, this trade lasted 300 years of chronic civil wars which reached and devastated almost all corners of the continent, and in which Africa lost between 30 and 100 million of its youngest and strongest men and women (Dinham, 1984 : 18). Under anarchy and wars many communities of people abandoned relatively advanced agricultural methods and became food gatherers in inhospitable regions. These developments led to a considerable reduction of the population and a serious regression of productive forces (Amin, 1973 : 279).

With colonialism the Europeans changed their African strategy especially after the loss of many colonies in the Americas from late 18th to early 19th century. Instead of bringing Africans to work on plantations in the New World it became more profitable to "bring" plantations to Africans in Africa. Thus, from the 19th century onwards the Europeans wanted African labor in Africa not in America. This is the essence of the abolition of the slavery trade. Henceforth the cash crops plantations era began. A typical plantations project was the French attempt to establish plantations of cotton, sugar cane and tobacco in the Waalo region of Senegal in 1819. On the coast of Benin the slaves - who continued to be captured but can no longer be exported - were put at work for the export of oil palm needed by Europeans. In North, East and Southern Africa, European settlers themselves engaged in cash crops, production and export (Amin, 1973 : 285, 287). But these projects were undermined in the beginning by the resistance of African peasants who did not give up their land and did not want or need to work on European plantations. In this context, colonialism came to use force in order to extort land and then force Africans to work on it in order to produce crops needed in Europe.

The role of the colonial state was to use extra-economic measures (direct coercion) to organize society and production according to the European interests. The major role was to ensure that the European settlers and companies obtain labor, land, and favorable pricing policies (Barker, 1984 : 43). This contributed to a massive extraction of African wealth. For example, peanuts bought by the marketing boards from peasants in West Africa in the 1930s were sold in Britain more than seven times what the peasants received (Lappe, 1977 : 79). On the one hand, the colonial state undertook the construction of the necessary economic infrastructure which served the cash crops economy. For instance, the railway between Senegal and Mali goes through groundnuts fields in order to ease their transport to the coast. On the other hand, the state organized the flows of migrations of labor according to the cash crops needs. At first, force was widely used but later the increasing dependence of labor on cash crops, taxation and even temptation sufficed (Wallerstein in Gutkind, 1976 : 47).

This violent process of expropriation reinforced steadily the cash crop economy at the expense of the subsistence economy. Peasants were forced to replace food crops with cash crops. The companies and the settlers took over the best agricultural lands for export crops plantations and then forced the most able-bodied workers to leave the village fields to work as slaves or for very low wages on plantations. They encouraged a dependence on imported food and blocked native peasants' cash crops from competing with cash crops produced by settlers or foreign firms (Lappe, 1977 : 84), in many cases, such as that of coffee in Kenya, Africans were simply forbidden to grow cash crops (Dinham, 1984 : 19). In this process it is not surprising that many Africans lost the ability to feed themselves long time before independence.

Although African peoples made great sacrifices to get their independence, we should not exaggerate the significance of change in many African states from 1955 to 1965. In many cases, the indigenous civil servants of the colonial administration took the offices of their former masters. But even if some kind of political change has occurred, the economic structures remained almost untouched, especially the structures of cash crops economy with cocoa and oil palms plantations in the forest zone, cotton and groundnuts in the Savana, and coffee and tea in East Africa. For example, Senegal continued to export groundnuts which occupied 55 percent of its arable land in 1976 and provided 50 percent of its foreign exchange in 1977 (Dinham, 1984 : 187). In 1977, half of Ghana's arable land was planted with cocoa trees (Lappe, 1977 : 185). The concentration on a limited number of crops is a characteristic of African agriculture. In 1984, nine countries were dependent on just one crop for over 70 percent of their income (Timberlake, 1985 : 70).

In fact, in many cases the African governments have outdone the colonial administrations in forcing export crops production. In Mali in 1929 the French levied a tax that required each adult over fifteen to grow between five and ten kilos of cotton to pay it. By 1970, during the drought, the Malian government forced each adult peasant to grow at least forty-eight kilos of cotton just to pay taxes (Lappe, 1977 : 100). These policies lead African peasants to bring more marginal land under cultivation, thus contributing to soil degradation and therefore desertification. But if cash crops get governments' attention they rarely get good prices on the international market.

Despite the priorities the governments give to cash crops, their prices continued to fall over time in comparison to the prices of manufactured goods. In 1960, three tons of bananas could buy a tractor. In 1970, that same tractor costs the equivalent of eleven tons of

bananas; and in 1971-72 bananas accounted for 31 percent of total export earning of Somalia (Lappe, 1977 : 182 - 183). For 25 tons of exported rubber an African country could import six tractors in 1960. In 1975 it could import only 2 tractors (de Souza, 1979 : 533). This deterioration of the terms of trade may well continue. In fact, since many African countries produce the same commodities and since the tendency is to increase productivity, the simultaneous increase of production in these countries will increase the offer without necessarily increasing the demand and therefore will lead to a decline in prices. Decline in foreign exchange earnings may lead the country to try to produce more crops using ecologically damaging methods. These countries have failed so far to constitute any efficient cartel. Indeed they can not succeed in making a cartel because of the competitive nature of their products. According to Lappe (1977 : 182) "the total loss of foreign exchange earning to Africa due to falling prices, particularly in agricultural products in the two decades following World War II exceeded all foreign funds invested, loaned or granted to Africa during the same period". To this we can also add the negative effects of the fluctuations of agricultural prices from year to year which can lure economic planning.

During the 1970s and 1980s, drought hit hard many parts of Africa, causing a great damage to agriculture and livestock. Rural-urban exodus accelerated, affecting food production in rural areas; towns and cities got crowded and food imports increased with an estimated one in four Africans, on average, being fed by imports in 1984 (Timberlake, 1985 : 71). Imports need hard currency which can be earned mainly by exporting cash crops. The other way to get foreign exchange is to contract debts. In 1984 the external debt of Africa (except South Africa and Morocco) reached \$130.65 billion (New York Times, May 29, 1986). This economic crisis and vicious circle gave resurgence to the idea of "food self-sufficiency" as the only viable solution to solve Africa's food problems. But so far, cash crops continued to get better land, more skilled labor, more help, advice, credit, etc., than food crops (Timberlake, 1985 : 74). Perhaps more amazing is that cash crops prosper amidst drought and famine. During the drought of the 1970s, from early December until May a DC-10 takes off from Senegal loaded with green beans, melons, tomatoes, eggplant, strawberries, and paprika; destination Amsterdam, Paris or Stockholm (Lappe, 1977 : 259). Even during the most recent drought which began in 1983, five Sahelian countries--Burkina Faso, Mali, Niger, Senegal and Chad--harvested a record 154 million tons of cotton fibre which represented an incredible increase of production from 22.7 million tons in 1961-62 (Timberlake, 1985 : 19). This demonstrates that there is a real potential to grow food crops in the Sahel region.

This simple example shows that food problems in Africa has more to do with policies than anything else. The long emphasis on cash crops has failed to solve the problem of food, indeed it has contributed to its aggravation. Why then do the African governments continue to give them priorities? Why the Lagos plan of Action did not see the light especially when there was a quasi-unanimity on food self-sufficiency as a solution. Isn't it ironical enough that the World Bank continues to urge and press African governments for more priorities for cash crops? After all, aren't the Bank's policies and advice over two decades the ones which led to the present-day agricultural crisis in Africa? These questions are not answerable to Africa's natural endowment or climate conditions, they are answerable to those who make policy in Africa.

Social and Political Forces Underlying the Conflict

The nowadays social structures in Africa were shaped through the long and painful process of incorporation of the Continent into the world capitalist system. At each phase of this incorporation, the social contradictions sort out an African elite serving as an intermediate between the Africans and the Europeans. These elites provided slaves during the mercantilist era, were Europeans' right hand during the colonial period and inherited the post-colonial states.

As we have seen the colonial state was an agent of the market. Whenever the "laws of market" would not promote the commercialization of agriculture, the state uses its coercive machine to extort land and then force Africans to work on it. Over time, these political and economic means made much of the rural population landless or pushed them onto marginal lands. Thus, it is the colonial state intervention which created the internal market of each African country and linked it to the "mother" European country. The play of free exchange was often affected by the interference of the state; in fact, colonialism coincided with the monopolistic phase of the capitalist system. This importance of the state in economic activities was reinforced by the quasi-absence (at least until after independence) of national bourgeoisies in most African countries. Indeed, the exploitation of Africa was so brutal (forced labor) and so direct (settlers) that the African elites were subservient and dependent on foreign possessing and ruling strata.

After the independence, the rapid urbanization was not accompanied by industrialization, and the emerging bourgeoisie was of the compradore type, i.e., financial and commercial groups whose fortune comes from the big import-export business, from the exploitation of the countryside (usury, etc.), real estate speculation, etc. (Amin, 1964 : 38). In the same way urbanization did not engender a true proletariat, but a semi-proletariat. These social structures are distorted compared to those of Europe, nevertheless social differentiation and antagonism are obvious. The juxtaposition of symptuous villas and slums in most of the great urban centres testifies to that (Amin; 1964 : 38). In most coastal African countries the privileged social strata constitute 7 percent of the population and receive 45 percent of national income (Amin, 1973 : 308). This growing social differentiation inside African societies is part of the growing differentiation between nations. The per capita income gap between the richest and the poorest countries widened from 2 : 1 at the beginning of the 19th century to 80-100 : 1 in the 1980s (Kim, 1984 : 191). It is the transfer of wealth through unequal exchange which led to this situation.

But despite the growing national and international socio-economic differentiation, most African governments continue to give priority to cash crops over food crops. Two socio-economic groups have interest in perpetuating this strategy of development. On the one hand, the comprador bourgeoisies are dependent on world market by the very nature of their import-export business. They collaborate closely with agribusiness transnationals by selling to them agricultural products and buying from them tractors, fertilizers, etc. On the other hand, there is the state bureaucracy which plays a similar role when the state owns plantations. These bureaucracies work closely with the international lending agencies for the formulation of development plans. The World Bank instructions and advice as well as the

IMF conditionality shape most economic policies in Africa. At this level, the conflict between cash crops and foods crops turns into a controversy over which model of development the African governments ought to follow, a conflict between an export-led growth approach to development and an autocentric, autonomous one.

Dependency Versus Autonomy

The introduction of cash crops in Africa was the beginning of a historical process which undermined economic self-sufficiency and opened the door to economic dependency. Externally, the cash crop economy performed the function of driving belt between African economies and those of developed capitalist countries, a process which led to massive extraction of African wealth through the mechanisms of unequal exchange. Internally, it constituted a pivot around which the local market turns. Later it became a model of development to be followed by planners and policy-makers.

The cash crop sector created and perpetuated a dependent economy serving foreign interests. Africans engaged in large-scale production of crops which they don't consume and don't have any control over their prices. They were competing with each other to produce the same crop, and, if production increases simultaneously in all countries, prices fall. According to de Souza (1979 : 534) there is even a "built-in structural disequilibrium" which will result in worsening terms of trade for countries which export largely agricultural produce. Also, most of these crops are non-nutritious and their demand is elastic especially with the development of synthetics. Thus, Africa became more and more dependent on crops which are less and less demanded. But instead of shifting to the production of food crops, most African governments reply by producing more cash crops to compensate the loss. This bias in priorities and investment towards export crops is illustrated by Tanzania (a long-time-self-reliant-oriented country) which allowed tobacco to replace gradually maize during the drought of 1973/4 (Dinham, 1984 : 125).

Not only did the cash crop sector channel Africa's economic relations with the rest of the world, it also played a determining role in the creation and shaping of the internal market. Since colonial time cash crop sector has been eroding the subsistence economy by draining off labor, by taking out substantial profits by means of usury and trading networks, and by introducing manufactured imported goods and therefore introducing new methods of consumption. In this process, monetization of all corners of Africa was achieved and peasants lost their autonomy and independence since they have to produce for the market not for their own consumption. Peasants caught into this trap found themselves, finally, producing only to pay back loans they have acquired in order to obtain hybrid seeds, fertilizers, tractors and sometimes transportation (Barker, 1986 : 58) ; in almost the same way, African governments found themselves contracting debts just to pay previous ones. Thus, Africa lost its autonomy and self-sufficiency and became too dependent at all levels.

This strong dependency of Africa on capitalist market puts agribusiness transnationals, donor governments and international agencies in a position to deal directly with the African peasant (the small producer) without middleman (the state). This is the strategy advocated in World Bank's report on Africa. According to the Bank African governments are the source of the economic crisis because they interfere with the

mechanisms of the market. The state should only provide security for business and should never own, run or even supervise any economic activity. In fact, agribusiness feel that African governments constitute a real and a potential rival since they take over important part of the agricultural surplus in Africa. They are correct in this feeling. However, without state intervention there is little chance for any genuine economic development not only in Africa but in all Third World countries. The "state" that the World Bank wants to reduce to mere "policeman" is the only instrument able to conceive, plan and implement a genuine policy of development. There are many examples and experiences which support this argument.

First, in Britain (where the whole "story" of capitalism started) during the mercantilist period, state intervention and regulations (especially in foreign trade) protected the nascent British industries which were facing strong competition from India. This policy (with others) integrated and consolidated the British market, thus paving the road to the Industrial Revolution in the second half of the 18th century. The liberalization of foreign trade advocated later by Adam Smith and David Ricardo was accepted only because Britain no longer faced any competition (indeed the rest of the world began to face British competition). Second, the colonial state in Africa (as we have seen) created and shaped (through intervention and regulations) the market of all African countries according to European interests. It is quite possible (now) that African governments can intervene to create and shape markets according to African interests. Third, today all socialist countries around the world have broken the vicious circle of underdevelopment and built a fairly self-sufficient economy through state intervention in economic activities. The developed capitalist countries oppose state intervention because the level of productivity in their economies is high enough not to fear any competition; and in any case what is good for developed capitalist countries is not necessary the best for the Third World.

Conclusion

We have examined the important role of agriculture in Africa and how European colonialism imposed cash crops at the expense of food crops. This created dependent economic structures based on social and regional inequalities and led to savage exploitation of African resources. Most post-colonial governments inherited these economic structures but few have attempted to change them. These dependent economies perpetuate themselves thanks to political forces led by state bureaucracies and dependent bourgeoisies and supported by agribusiness transnationals. These forces continue to impose the export-led growth model of development on Africa through the recommendations of the World Bank, the conditions of the International Monetary Fund, the aid (including military) of the donors, and the complicity of most African governments.

On the light of the growing deterioration of food production and environment degradation, in Africa, surely something has to be done, but first some facts (in my view) have to be acknowledged:

- 1) the export-led growth model of development has failed since it led to growing social and regional inequalities, famine, desertification, and indebtedness. Any genuine rejection of this model will lead necessarily to the rejection of the capitalist model of resources allocation and its driving force (profit) in favor of a socialist model based on needs not market returns.

- 2) African agriculture remains the important and strategic economic sector in Africa. Without a "take-off" in agriculture it's difficult to imagine any food self-sufficiency and any healthy industrialization. Any reform in this direction should begin with the empowerment of the peasants.
- 3) A mutual assistance between African states in trade is necessary in order to increase exchange between them even through barter agreements.
- 4) At this stage of development in Africa, the state is still an indispensable instrument of development if used appropriately. No national or regional market can be created and promoted without state intervention and protection. The state here will be necessarily devoid of its bureaucratic and reactionary content. It will be run by a revolutionary movement willing and able to carry out revolutionary change. Policies and recommendations (like those of the OAU's Lagos Plan of Action 1980) without political will and force to implement them are exactly like agricultural land which will feed no one at all unless it is cultivated.

* This paper was written during the Spring of 1986 as a requirement of a course on Africa in the Geography Department of Ohio University in the U.S.A.

References

Allison, C., and R. Green, editors 1983. *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: What Agenda for Action?* Bulletin, January 1983, Vol. 14. N° 1. DS Publications, University of Sussex, England.

Amin, S. 1964. *The Class Struggle in Africa* Reprint 2. Africa Research Group, Cambridge, Mass.

_____. 1973. *Le Développement Inégal : Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Les éditions de Minuit. Paris.

Badouin, R. 1974. *Régime foncier et Développement économique en Afrique*. Land Tenure Center. University of Wisconsin, Madison.

Ball, N. 1976. "Understanding the Causes of African Famine." *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 14, No 3.

Barker, J., editor, 1984. *The Politics of Agriculture in Tropical Africa*. Sage Publication, London.

Barnett, T. 1977. *The Gezira Scheme : An Illusion of Development*. Frank Cass. London

Barry, M. 1984. "State intervention in Agriculture: The Mozambique Experience" *The Journal of Modern African Studies*. Vol. 22, No 2, pp. 199 - 221.

Bates, R. H. 1983. *Essay on the Political Economy of Rural Africa*. Cambridge University Press. London.

Berry, S. S. 1984. "The Food Crisis and Agrarian Change in Africa." *African Studies Review*. Vol. 27, No. 2, June.

Brown, L. R., & E. C. Wolf 1985. *Reversing Africa's Decline*. Worldwatch Paper 65, June. Washington, D.C.

Caldwell, J. C. 1981. *Food Production and Crisis in the West African Savanna*. Occasional Paper No. 25. The Australian National University, Australia.

Clute, R. E. 1982. "The Role of Agriculture in African Development." *African Studies Review* Vol. 25, No. 4, pp. 1 - 17.

de Souza, A. P. 1979. *World-Space Economy*. A Bell & Howell Company. London.

Dinham, B., and C. Hines 1984. *Agribusiness in Africa*. Africa World Press. Trenton, New Jersey.

Economist Intelligence Unit 1985. *World Commodity Outlook*. London : EIU.

FAO 1985. *Trade Yearbook*. Vol. 37, FAO, Rome.

FAO 1985. *Production Yearbook*. Vol. 38. FAO, Rome.

George, S. 1977. *How the Other Half Dies*. Allanheld, Osmun and Co. Publisher. Montclair.

Green, R. H. 1984. "Consolidation and Accelerated Development of African Agriculture: What Agenda for Action?" *African Studies Review*, Vol. 27, No. 4, pp. 17 - 34.

Gutkind, P., and I. Wallerstein, editor 1976. *The Political Economy of Contemporary Africa*. Sage Publications, London.

Hobson, S. 1985. "Dam the River, Damn the Peasant" London: Earthscan, *Earthscan Feature 29 March*.

Johnston, B. F. 1958. *The Staple Food Economies of Western Tropical Africa*. Standford University Press. Standford, California.

Kim, S. S. 1984. *The Quest for a Just World Order*. Westview Press, Inc. Boulder, Colorado.

Lappe, M. et al 1977. *Food First*. Houghton Mifflin Company, Boston.

Lawrence, P., and I. Livingstone 1986. "Agriculture in African Economic Development." *Africa South of the Sahara*. 15th edition. Europe Publication Limited, pp. 74 - 79.

Lofchie, M., and S. K. Commins 1982. "Food deficits and agriculture policies in tropical Africa." *The Journal of Modern African Studies*. Vol. 20, No. 1, pp. 1- 25.

Macleod, N. H. 1975. *Food Production in Deserts*. Washington, D.C. Earth Resources Development Research Institute.

Madley, J. 1985. "Sudan: Famine in the Breadbasket." London: Earthscan. *Earthscan Feature Feb. 1.*

Manci, S. A. 1978. *The World Food Crisis*. Longman, London.

McLoughlin, P. editor, 1970. *Africa Food Production Systems: Cases and Theory*. The Johns Hopkins Press, Baltimore.

Overseas Development Institute 1982. *Africa's Economic Crisis*. London, ODI, Briefing Document, No. 2.

——— 1984. *Africa's Food Crisis*. London: ODI. Briefing Document N. 1.

Paul, J. C. N. 1984. 'The World Bank's Agenda for the Crises in Agriculture and Rural Development in Africa: An Introduction to a Debate.' *African Studies Review*. Vol. 27, No. 4, pp. 1 - 8

Rotberg, R. J., editor, 1983. *Imperialism, Colonialism, and Hunger: East and Central Africa*. Lexington Books, Toronto.

Szentes, T. 1976. *The Political Economy of Underdevelopment*. Akademiai Kiado, Budapest.

Timberlake, L. 1985. *Africa in Crisis: The Causes, the Cures of Environmental Bankruptcy*. Earthscan, London.

World Bank 1981. *Accelerated Development in Sub-Saharan Africa: An Agenda for Action*. The World bank, Washington, D.C.

——— 1984. *Toward sustained Development in Sub-Saharan Africa: A Joint Programme of Action*. The World Bank, Washington, D.C.

——— 1986. *Financing Adjustment with Growth in Sub-Saharan Africa 1986-90*. The World Bank, Washington, D.C.

LA BYZACENE AU BAS - EMPIRE :

A propos de la loi "Ad Byzacenos" du Code Theodosien

Ridha HACEN

département Histoire

La province de Byzacène a été créée par l'empereur Dioclétien, entre 295 et 305. Son territoire faisait auparavant partie de la province proconsulaire d'Afrique. Elle couvrait à peu près la région comprise actuellement entre le golfe d'Hammamet, Moctar, Thala, Gafsa et Gabès, en Tunisie. Gouvernée d'abord par un praeses puis par un consularis dépendant du vicarius Africæ (1), la province semble avoir connu une grande stabilité entre le règne de Dioclétien et la conquête vandale.

En 1963, la Byzacène a été le thème d'un colloque organisé par la Société Archéologique de Sousse et dont les Cahiers de Tunisie nous ont conservé les actes (2). Alors que plusieurs périodes de l'histoire de la région ont été étudiées, celle concernant l'Empire Tardif a été passée sous silence. Cette lacune, vraisemblablement la conséquence de l'absence de textes épigraphiques et littéraires relatifs à la Byzacène, peut cependant être comblée par le Code Theodosien (3). Source juridique, le codex est une sélection des constitutions qui, de 312 à 431, en Orient comme en Occident, ont été promulguées par les empereurs légitimes, offrant ainsi une mine d'informations dont la richesse et la valeur ne sont plus à démontrer. Plus de cinq mille lois, regroupées en seize livres comprenant chacun plusieurs chapitres, nous renseignent d'une façon très précise (les textes sont en principe datés et localisés) aussi bien sur des problèmes inhérents aux institutions du Bas-Empire que sur la conjoncture politique, économique et religieuse de l'époque. Le code constitue également une source prosopographique fondamentale : à partir du destinataire de la loi, il est possible d'avoir une idée sur son cursus. Il va sans dire que l'Afrique est largement présente dans ce code. Les constitutions qui la concernent sont destinées soit aux préfets du prétoire d'Italie, soit aux dignitaires africains tels que les proconsuls, les vicaires, les comtes, les gouverneurs, etc, soit directement aux provinciaux.

Nous disposons, dans le Code Theodosien, de plusieurs lois se rapportant à la Byzacène (4), mais celle à laquelle nous avons affaire est adressée directement aux Byzacéniens et présente la particularité d'être constituée de plusieurs fragments éparsillés dans cinq livres (V, X, XI, XII et XVI) datés tous du 12 Septembre 364 (5). En voici le texte :

C. Th. V, 15, 16 : Imp (eratores) Valentinianus et Valens A (ugusti) Ad provinciales Byzacenos

Nequaquam enfyteuticos fundos ante commissi vitium ad alterum transire debere sancimus. Et cetera.

"Nous interdisons, sous peine de confiscation, que les propriétés emphytéotiques soient transférées d'une personne à une autre".

C. Th. X. 10. 9 : Idem AA. Ad provinciales Byzacenos.

Post alia. De munificentia principali quaelibet bona tamquam caduca poscentes non aliter adipiscantur petitionis effectum, nisi delatores valuerint publicare.

"Après autres choses. Ceux qui réclament, par tous les moyens, de la munificence impériale, des terres caduques, n'obtiendront satisfaction que s'ils publient les noms de leurs informateurs".

C. Th. XI, 19, 3 : Idem AA. Provincialibus Byzacenos

Ab enfyteuticariis possessoribus ammonariam quidem solutionem per quatuor menses ita statuimus procurari, ut circa ultimos terminos paria concludantur ; aurum vero non ex die X Kal. Dec. in Prid. Kal(end)arum Ianuariarum, sed per annum solidum, prout quisque pendere potuerit, inferetur.

"Nous décrétons pour les propriétés emphytéotiques que le paiement de l'annone doit se faire tous les quatre mois, de sorte qu'ils pourront se libérer entièrement envers le fisc avant la fin de l'année ; quant à la taxe en or, il convient qu'elle soit payée non pas entre le dixième jour avant les kalendes de Décembre (22 Novembre) et le jour avant les kalendes de Janvier (31 Décembre), mais tout au long de l'année, selon les disponibilités de chacun".

C. Th. XII, 1, 59 : Idem AA. Ad Byzacenos

qui partes aligit exclesiae, aut in propinquum bona propria conferendo cum pro se faciat curcialem aut facultatibus curirea cedat quam reliquat, ex necessitate revocando eo, qui neutrum fecit, cum clericus esse coepisset. Et cetera.

"Celui qui choisit le parti de l'église, il doit, ou bien faire curiale un proche-parent en lui confiant ses propriétés, ou bien céder ses biens à la curie qu'il a quitté. Il va sans dire que s'il ne satisfait aucune de ces deux obligations, il sera rappelé à la curie même s'il commence à devenir clerc".

C. Th. XII, 1, 60 : Idem AA. Ad Byzacenos

Sacerdotes ual curiales ultra terminos propriae ciuitatis non inbantur sui exhibere praesentiam ; in sacerdotibus creandis et in privilegiis quae isdem deferebantur, ueteri more servando.

"Les prêtres et les curiales n'ont pas le droit de se présenter en dehors des limites de leur propre cité, leurs charges exigeant une présence constante. Quant à la nomination des prêtres et au sujet des priviléges qui leur sont accordés, c'est l'ancienne coutume qui doit être observée".

C. Th. XVI, 2, 17 : Idem AA. Ad Byzacenos

Plebeios diuites ab ecclesia suscipi penitus arcemus.

"Nous interdisons que les riches plébéiens soient reçus - comme clercs - par l'Eglise".

Cette constitution pose le problème de la propriété et celui des décurions, en Byzacène, à l'avènement de Valentinien 1er. L'empereur, porté au pouvoir au début de l'année 364 (6), s'est hâté de prendre une série de mesures destinées à contrecarrer celles prises par Julien, entre 361 et 364. Nul n'ignore en effet que le neveu de Constantin a tenté de rétablir le paganisme comme religion officielle et qu'il a tout fait pour affaiblir les chrétiens. Il entrait dans son programme de gagner à sa cause toute l'Afrique en encourageant l'agitation donatiste et en accordant toutes sortes de faveurs aux provinciaux. C'est dans ce sens qu'il faut comprendre la loi adressée par l'empereur Julien, le 12 Novembre 363, au consulaire de Byzacène, Aginatius (7).

1) Le problème de la propriété

Dans le Code Theodosien, la propriété est désignée sous les termes de : possessiones, proprietas, fundus, bona, res, etc. Dans les trois premiers fragments de la loi, il est question de bona caduca et de fundi emphyteutici.

Les bona caduca sont des terres devenues vacantes par suite du décès du testateur, de la mort de l'héritier, de la renonciation et aussi de la privation successorale. Depuis Auguste, les empereurs avaient rendu des lois appelées lois caducaires pour encourager les mariages féconds et punir au moyen de déchéances testamentaires (leurs biens devenaient caducs) ceux qui n'avaient pas satisfait aux prescriptions légales. Ainsi, une terre laissée en héritage au profit d'un citoyen célibataire (caclbs) ou d'un citoyen marié mais sans enfants (orbus), était caduque. Les biens ainsi recueillis étaient à la disposition de l'empereur qui, souvent, en faisait largesse à ses courtisans : aussi, l'entourage du roi était-il avide de sollicitation à cet égard. Plusieurs fois, il fallut restreindre ces abus. Toutes les constitutions du Chapitre X du livre X (De petitionibus et ulro datis et delatoribus) s'efforcent de mettre un frein à l'avidité des gens de cour. Désormais, celui qui sollicite de l'empereur une terre caduque doit donner le nom de son informateur qui lui a dit que cette terre est la sienne. Le delator était celui qui cherche les biens vacants ou caducs pour les dénoncer aux agents du fisc contre une récompense. Le Code Theodosien nous apprend que ces délateurs sont passibles de la peine capitale car ils ont trouvé dans la dénonciation un moyen d'enrichissement illicite.

Les delatores semblent avoir pullulé en Byzacène où les terres vacantes étaient parmi les plus importantes de la province d'Afrique. Dans une loi datée du 20 Février 422 (8), l'empereur Honorius rappelle à Venantius, le comte des domaines impériaux, que la moitié des terres en Byzacène étaient abandonnées et que de ce fait, elles ne payaient pas de tribut. Ceci nous amène à parler des propriétés emphytéotiques dont il est question dans deux fragments de la loi "ad Byzacenos".

L'emphytéose (9) a ses origines dans le régime foncier de Carthage qui fut adopté par la Lex Manciania et qui fut remanié par la Lax Hadriana laquelle réglemente en particulier les concessions de terres incultes dans l'Afrique du Nord. L'emphytéose est une convention qui avait pour but de mettre en valeur des terres incultes parce que désertes. C'est

sur les biens dont le fisc s'était emparé comme terres délaissées que les premières applications de l'emphytéose furent faites. Ces terres ont été louées à des colons moyennant le paiement d'une redevance annuelle, en nature ou en argent. Quant au terme de ce bail, après avoir été annuel, il est devenu perpétuel. L'administration du Bas-Empire s'était par trop préoccupée du phénomène de désertion des campagnes byzaciennes que l'extention latifundiaire a provoqué et que les axactions du fisc ont accentué. Ce sont en général des sénateurs qui disposent comme fermiers, par les baux emphytéotiques, de la majeure partie des terres en Byzacène.

Les propriétés emphytéotiques constituent la grande propriété dont le rendement est le plus élevé de toutes les terres de la province. Le gouvernement impérial semble trop compter sur la taxe en grains et en or prélevée sur ces terres ; c'est ce qui explique les facilités de paiement accordées par Valentinien 1er aux propriétaires de ces fundi : le paiement de l'annone (taxe en grains) se fait tous les quatre mois alors que la taxe en or est payable sur toute l'année. Il convient de rappeler également que les propriétés emphytéotiques sont délivrées des corvées extraordinaires et sordides (10). Voilà pourquoi interdiction est faite à l'emphytéote de céder son bien à un autre sous peine de confiscation.

A travers l'étude des trois premiers fragments de la loi de 364, il apparaît clairement que la Byzacène était restée au Bas-Empire une région dominée par les latifundia et les bona vacandia, vocation qui était la sienne depuis des siècles (11).

2) Le problème des décurions

Les curiales ou décurions étaient des magistrats municipaux qui avaient les mêmes attributions que nos maires. Les charges qui pesaient sur eux étaient très lourdes : il procédaient à la collection des impôts ainsi qu'au recrutement des soldats. Ils étaient soumis à plusieurs tâches bénévoles telles l'érection de statues, la construction ou la restauration d'édifices, l'organisation des jeux de l'amphithéâtre (12).

A partir du IV^e siècle, ces curiales, accablés par toutes les munera dont nous venons de parler, ont commencé à déserter les curies, le mouvement étant devenu un sauve-qui-peut général. Plusieurs lois ont été aussitôt promulguées pour freiner l'exode et ligoter les malheureux curiales (13), mais rien n'y fit. Les curiales cherchaient généralement refuge dans le clergé qui bénéficiait à l'époque d'exemptions de tout ordre : immunité fiscale, dispense des charges civiques et surtout exemption des munera sordida (14). La Byzacène n'a pas fait exception à la règle. En 361, une plainte avait été émise par le conseil de la province car des notables avaient abandonné la curie pour entrer dans le clergé. L'empereur Julien répondit aux Byzaciens en ces termes : "nous vous rendons tous vos curiales, soit qu'ils aient adopté la superstition des Galiléens, soit qu'ils aient recouru à quelqu'autre subterfuge pour échapper à la curie" (15).

Julien allait plus loin que ses prédécesseurs. Comme son objectif était de supprimer tous les priviléges des églises chrétiennes pour les affaiblir, il voulut contribuer au repeuplement des curies en y renvoyant les clercs. Les Galiléens sont vraisemblablement les clercs, seuls chrétiens qui pouvaient être dispensés de la curie pour raison religieuse. L'"apostat" refusait d'utiliser le mot clerc pour ne pas paraître reconnaître officiellement une institution spécifiquement chrétienne.

Il va sans dire que les mesures anti-chrétiennes de Julien ne survécurent pas à son règne éphémère. Valentinien et Valens rétablirent la situation dès 364, par la constitution adressée aux Byzacéniens. On revenait à la législation de Constance II selon laquelle seraient maintenus à la curie les candidats curiales à la cléricature qui ne remettaient pas leurs biens à un remplaçant ou à la cité. Interdiction cependant est faite aux curiales et aux prêtres de quitter leur cité, à moins que la nécessité publique l'exige.

Dans le même document, Valentinien et Valens interdisaient de recevoir comme clercs les plébéiens riches, c'est-à-dire les gens de famille non curiale que leur fortune pouvait un jour ou l'autre faire désigner pour le service municipal.

Les plébéiens eux aussi fuyaient les charges curiales auxquelles ils pourraient être soumis, préférant incontestablement la sinécure de l'Eglise et ses richesses. En effet, même si, théoriquement, il n'était pas permis à l'Eglise de posséder des terres, comme l'a affirmé Augustin, lorsqu'il a refusé l'héritage du naviculaire Boniface (16), ses richesses ne faisaient de doute pour personne : elles provenaient essentiellement des donations et des legs des plus riches du diocèse (17).

Ainsi, la loi "ad Byzacenos" du Code Théodosien apporte la preuve de la prospérité de la province, en 364. Bien que nous ne disposons pas de témoignages postérieurs à cette date, tout porterait à croire que la situation s'est maintenue telle jusqu'à la conquête vandale.

NOTES

- 1) *D'après les Fastes de l'Empire Romain, le premier consulaire de la Byzacène est Cazeus Largus Maternianus, u(ir) c(larissimus). Ceux qui l'ont précédé à la tête de la province sont des praesides* (79).
- 2) *Cahiers de Tunisie*, 1964, N° 43-44.
- 3) *Code Theodosien, ed. Mommsen, 3 vol. Berlin 1962. Theodosiani libri XVI cum constitutionibus sirmondianis et leges novellae ad theodosianum pertinentes.*
- 4) *Il est difficile de les recenser toutes. On peut toutefois citer les plus connues : C. Th. IX, 40, 1 + C.Th XI, 30, 2 + C.Th. XI, 36, 1 (à Aco Catullinus) C.Th. XI, 20, 1 (à Aginatius) C.Th. IV, 10, 1 (au conseil des Byzacéniens)*
- 5) *Pour retrouver, dans le Code Theodosien, les fragments constitutifs d'une même loi, on se réfère généralement à l'ouvrage (en allemand) d'O. Seeck, *Regesten der Kaiser und paepste*, Stuttgart 1919.*
- 6) *En février probablement car toutes les lois qu'il a promulguées sont postérieurs à cette date.*
- 7) *C.Th. XI, 20, 1 (De conlatione donatarum vel relevatarum vel relevatarum possessionum)*
- 8) *C.Th. XI, 28, 13. Voir le commentaire de cette loi dans l'article de Ch. Saumagne, *Un tarif fiscal au IVe siècle de notre ère : essai sur le rendement annonaire*, Karthago, 1, 1950.*
- 9) *Dictionnaire des Antiquités Créçques et Romaines, s.v. *Emphyteusis*.*
- 10) *C.Th. XI, 16, 2 et XI, 16, 9.*
- 11) *D'après l'historien Polybe, la Byzacène était connue par ses immenses propriétés telles celles possédées par Hannibal.*
- 12) *Le Code Theodosien a consacré aux curiales le chapitre le plus long (XII, 1), soit plus de 190 constitutions, sous le titre de "de decurionibus", sans compter celles contenues dans le chapitre "de susceptoribus, praepositis et arcariis" (C.Th. XII, 6).*
- 13) *C.Th. XII, 6, 31 et C.Th. XII, 6, 33.*
- 14) *C.Th. XVI, 2, 10 et C.Th. XVI, 2, 36.*
- 15) *Cf. Lettres de Julien, et. et trad. de J. Bidez, *Les Belles Lettres*.*
- 16) *Augustin, Sermons, 356, 4*
- 17) *Mélanie la jeune, par exemple, avait cédé à l'Eglise, dès son arrivée en Afrique après l'invasion d'Alaric, son domaine près de Thagaste.*